

UNCLASSIFIED

MISSION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
A GENEVE

GE247

RELEASED IN FULL

Virginie Bahnik
36, route de Prégny
1292 CHAMBESY
Tel (41.22) 758.91.70
Fax (41.22) 758.91.53

Genève, le 9 juillet 2003

TELECOPIE

Message n° 324/C

De la part de : Virginie Bahnik

Destinataire : M. Mike Peay

Objet : Preparatory document for the informal session of consultations of the intergovernmental working groupe on enforced disappearances (1-5 september 2003)

As promised, please find enclosed the invitation by the secretariat for the informal consultations as well as the document the Chairman-Rapporteur prepared for September (French and English versions). Do not hesitate to contact us if you have any question or comment. Have a nice day.

Virginie Bahnik

Nombre total de pages (page de garde comprise) : 1 + 22

Définition

Au sens du présent instrument, la disparition forcée est

- la privation de liberté sous quelque forme que ce soit ;
- suivie de la négation de cette privation de liberté ou la dissimulation du sort réservé à la personne ;
- avec pour conséquence la soustraction de la personne disparue à la protection de la loi.

Incriminations et sanctions

- 1- La disparition forcée constitue une infraction pénale
 - la disparition forcée est un crime lorsqu'elle est commise par des agents de l'Etat ou par des personnes ou des groupes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'Etat ou lorsqu'elle est commise par un groupe organisé.
 - La disparition forcée est un crime contre l'humanité lorsqu'elle est commise dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque.
- 2- Sont aussi des infractions pénales :
 - La complicité (exemples : aide matérielle, instigation, etc)
 - La tentative
 - L'entente en vue de commettre une disparition forcée
- 3- Le crime de disparition forcée est passible d'une peine appropriée, proportionnelle à sa gravité. L'Etat partie peut prévoir
 - des circonstances aggravantes, lorsque le crime est perpétré à l'encontre d'une personne particulièrement vulnérable,
 - des circonstances atténuantes, lorsque les personnes impliquées dans la commission du crime contribuent volontairement et efficacement à l'élucidation de cas de disparition forcée.
- 4- Le supérieur hiérarchique est pénalement responsable des disparitions forcées commises par ses subordonnés.

Protection contre l'impunité

- 1- La disparition forcée ne peut être justifiée ni par la loi, ni par un ordre, ni par les circonstances.
- 2- Prescription :
 - Les disparitions forcées qui constituent des crimes contre l'humanité sont imprescriptibles.
 - Pour les disparitions forcées qui ne constituent pas des crimes contre l'humanité, le délai de prescription commence à courir à partir du jour où le sort de la personne disparue est connu avec certitude.
 - Le délai de prescription est au moins égal au délai le plus long prévu dans la législation nationale.
 - Le délai de prescription est suspendu en l'absence de recours national judiciaire ou administratif efficace.
- 3- Les mesures de grâce, d'amnistie et autres mesures de clémence ne privent pas les victimes de la possibilité d'obtenir réparation.
- 4- Le responsable d'une disparition forcée ne peut pas bénéficier de l'asile ou du statut de réfugié.
- 5- L'Etat partie assure, durant toute la durée de la procédure, la protection des témoins au procès, et notamment des victimes.
- 6- Les personnes soupçonnées d'être responsables de disparitions forcées sont jugées par des juridictions indépendantes et impartiales, et bénéficient de toutes les garanties d'un procès équitable.

Poursuites au plan national

1- Est compétent pour juger le crime l'Etat partie

- Du territoire où le crime a été commis
- De nationalité de la victime
- De nationalité de l'auteur présumé
- Du territoire où se trouve l'auteur présumé, lorsque l'extradition n'est pas accordée.

2- L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis un crime de disparition forcée s'assure de sa présence, au besoin par la détention.

3- L'Etat partie qui renonce à exercer sa compétence pour juger une personne soupçonnée d'avoir commis une disparition forcée en avise immédiatement les autres Etats potentiellement compétents pour juger le crime.

4- En l'absence d'extradition, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve la personne soupçonnée d'un crime de disparition forcée soumet l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

5- L'Etat partie

- Reçoit et enregistre toute information ou plainte relative à une disparition forcée
- Ouvre une enquête, sans délai, de son propre chef ou à la demande du plaignant, s'il existe des raisons sérieuses de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée.

6- L'Etat partie prend les mesures nécessaires pour prévenir et sanctionner tous les actes de nature à entraver le déroulement de l'enquête.

Coopération internationale

- 1- Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute enquête concernant une disparition forcée et dans la recherche des victimes de disparition forcée.
- 2- Les Etats parties s'accordent l'aide la plus large possible pour porter secours aux victimes de disparitions forcées.
- 3- Le crime de disparition forcée n'est pas considéré comme une infraction politique aux effets de l'extradition.
- 4- Le crime de disparition forcée est considéré comme inclus au nombre des crimes donnant lieu à extradition entre les Etats Parties.
- 5- Les Etats parties se prêtent assistance pour retrouver les enfants enlevés ou appropriés suite à une disparition forcée.

Prévention

- 1- Les législations des Etats parties définissent les règles à respecter pour ordonner une privation de liberté.
- 2- Toute personnes privée de liberté ainsi que toute personne ayant un intérêt légitime à le demander a le droit indérogeable d'exercer, selon une procédure d'urgence, un recours effectif pour que soient déterminés le lieu et les motifs de la détention.
- 3- Les personnes privées de liberté sont déferées sans délai à un juge ou à une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires.
- 4- L'avocat et les proches de la personne privée de liberté sont informés sans délai du lieu de détention et des transferts éventuels.
- 5- Les personnes privées de liberté sont placées uniquement dans des lieux de détention officiels.
- 6- L'Etat partie tient à jour un ou plusieurs registres officiels des personnes privées de liberté. Ces registres sont accessibles à l'avocat de la personne privée de liberté et aux personnes légitimement fondées à en connaître.
- 7- La mise en liberté des personnes détenues s'effectue selon des modalités qui permettent de vérifier que la personne a bien été relâchée, dans le plein respect de ses droits.
- 8- L'Etat partie ne procède pas à une extradition, à un refoulement ou à une expulsion, si un crime de disparition forcée risque d'être commis envers la personne extradée, refoulee ou expulsée.
- 9- Les personnels chargés de l'application des lois sont formés de façon adéquate pour prévenir et remédier aux disparitions forcées.

Victimes

- 1- Sont victimes d'une disparition forcée
 - La personne à l'encontre de laquelle le crime est commis
 - Son conjoint
 - Ses ascendants
 - Ses descendants
 - Toute personne à sa charge.
- 2- Les victimes ont le droit de dénoncer les faits devant l'autorité compétente et d'intervenir ab initio dans la procédure judiciaire mise en œuvre.
- 3- Les victimes ont le droit d'être informées des progrès et résultats de l'enquête.
- 4- Les victimes ont droit à une réparation matérielle et morale des dommages qui leur ont été causés. La réparation comprend notamment l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction, le rétablissement de la dignité et de la réputation.

Enfants de personnes disparues

- 1- Les Etats parties préviennent et répriment l'enlèvement ou l'appropriation d'un enfant dont le parent a été victime d'une disparition forcée.
- 2- Des mesures sont prises en vue de permettre, le cas échéant, le retour de l'enfant enlevé ou approprié vers sa famille d'origine. L'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte et son opinion doit être recueillie.

Organe de suivi

- 1- Rôle et compétence
- 2- Composition et fonctionnement
- 3- Relations avec les Etats parties : rapports, demandes de renseignements, visites
- 4- Communications inter-étatiques et individuelles
- 5- Recherche des personnes disparues.

Dispositions finales

1. Signature, ratification, entrée en vigueur
2. Dépositaire
3. Réserves
4. Amendements
5. Textes faisant foi